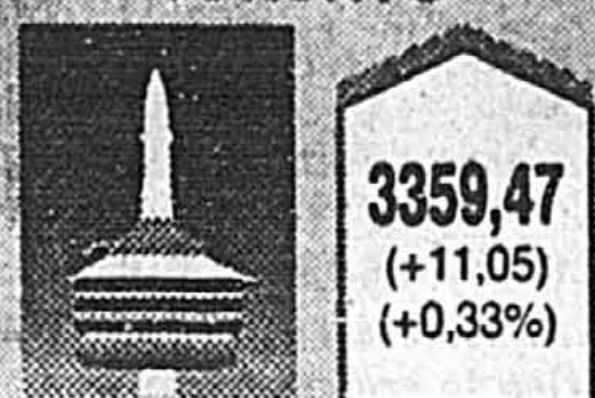


INDICES

MONTRÉAL



TORONTO



NEW YORK



DOLLAR CANADIEN



PÉTROLE (N.-Y.)



OR (N.-Y.)



A L'INTÉRIEUR



M. William B. Waite, président et directeur général de Siemens Electric Limited, célèbre hier l'addition d'une superficie de 11 000 pieds carrés aux bureaux de l'entreprise à Pointe-Claire. Les travaux d'expansion et de rénovation ont totalisé 4,5 millions \$ et ont été exécutés en deux phases. La firme allemande est un leader mondial dans le domaine des équipements électriques et électroniques.

Page F 3

Depuis 18 mois, 68 000 Québécois ont perdu leur emploi et, si pour 1992 on devait assister finalement à une véritable reprise économique, qui connaît-il faut le dire des rates au départ, la production québécoise avancera par contre plus lentement que dans l'ensemble canadien.

Page F 2



Jonathan Birks est depuis deux ans à la recherche d'un partenaire financier mais aucun investisseur sérieux ne s'est présenté jusqu'ici.

Page F 3

LES BOULES DE CRISTAL DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE



BRUCE ROBERTS

avance en première vitesse mais elle ira loin

L'ÉCONOMIE



MAURICE JANNARD

Ce n'est pas la reprise spectaculaire que tous auraient souhaitée. Comble de malchance, les bulletins économiques continuent d'annoncer des nuages gris pour quelques mois à venir.

Toutefois, l'exercice 1992 devrait présenter une croissance positive et modérée dans son ensemble puisque l'activité industrielle manifesterait plus de vigueur dans la dernière partie de l'année.

Le tableau des prévisions que La Presse a compilées de nouveau en cette fin d'année pourrait ressembler à la fable de Jean de La Fontaine. « Rien ne sert de courir, il faut partir à point », a pu déclarer finalement la tortue au lièvre.

« Les boules de cristal de l'économie » prévoient que le Canada connaîtra une croissance de 3,1 p. cent l'an prochain, tandis que la performance du Québec sera légèrement inférieure avec un taux de 2,5 p. cent.

Après une année où la production a chuté de 1 p. cent tant au Canada qu'au Québec, la progression attendue en 1992 marque la fin de la traversée du désert. Le panel d'experts réunis cette semaine par La Presse affiche des signes d'encouragement.

Car, sous les soubresauts actuels, les spécialistes peuvent ausculter des tendances de fond qui devraient ramener l'économie sur la voie d'une croissance durable.

Il n'est pas question, par contre, d'assister à un redémarrage à grande vitesse comme on a pu voir dans le passé, notamment après la récession du début de la décennie des années quatre-vingts.

« Dans le passé, le Canada a pu se protéger des changements », a affirmé M. Clément Gignac, économiste principal à la Banque Nationale du Canada. « Mais, avec le libre-échange ce n'est plus possible maintenant ».

M. Maurice N. Marchon, de l'Institut d'économie appliquée de l'École des Hautes Études commerciales, trouve très positive la diminution des taux d'intérêt accompagnant la victoire sur l'inflation. « John Crow a su résister aux pressions des politiciens », a lancé le professeur des HEC.

Si, au début de 1991, l'inflation tournait autour des six p. cent, en raison surtout des effets de la TPS, celle-ci est pratiquement inexistante à l'heure actuelle. Pour l'an prochain, on prévoit une hausse de 3,1 p. cent seulement de l'indice du coût de la vie.

Fluctuations du dollar

Pour le professeur Yves Rabeau, du Groupe de recherche en conjoncture de l'Université du Québec à Montréal, les fluctuations du dollar permettaient dans le passé aux entreprises de relancer la production et l'emploi après un ralentissement. « Les exportations ne jouent plus le même rôle maintenant », a-t-il dit.

Les entreprises doivent fonctionner dans un contexte de plus grande compétitivité et revoir leur stratégie, d'après lui. Une opinion que partage Robert Normand, économiste à la

Confédération des caisses populaires Desjardins.

« Le volume des exportations augmente, explique M. Normand, mais les importations s'accroissent plus vite, puisque la concurrence des produits étrangers est favorisée par le niveau du dollar. »

Après des sommets au-dessus de 0,89 \$ américain, notre devise devrait baisser de quelques cents pour se situer à 0,86 \$, en moyenne, l'an prochain.

L'économie canadienne dépend pour 30 p. cent de son commerce avec l'extérieur et les quatre-cinquièmes de celui-ci sont dirigés vers les États-Unis. L'évolution de la production américaine demeure très importante pour les emplois au Canada.

Le panel d'experts convient que l'économie américaine est stagnante, ou même moribonde dans le moment, selon l'expression de M. Normand. L'ampleur du déficit budgétaire (plus de 350 milliards \$) de nos voisins restreint les interventions fiscales de la Maison Blanche.

Il reste un peu de place pour une baisse des taux d'intérêt, mais selon M. Rabeau, le président de la Federal Reserve Alan Greenspan joue sa crédibilité en ce moment. Son collègue Marchon souligne le passé républicain de Greenspan et ajoute: « la réélection de Bush est trop importante pour louer ça. »

Le professeur de l'UQAM répond à cela qu'il y a danger que l'activité rebondisse trop rapidement, ce qui pour l'économiste de la Banque Nationale risquerait d'hypothéquer la croissance future. M. Marchon souligne qu'une fois George Bush réélu, les taux d'intérêt pourront toujours augmenter à nouveau.

Ce dernier estime que les Américains pourraient recevoir un grand cadeau du Moyen-Orient si l'Arabie saoudite fixait le prix du pétrole à 15 \$ le printemps prochain. « On pourrait appeler ça les dividendes du Koweït », ajoute Yves Rabeau, en faisant allusion à la victoire des États-Unis et de leurs alliés sur Saddam Hussein.

Résultats

Le métier de prévisionniste est assez périlleux. Par contre, les boules de cristal de La Presse ont vu plutôt juste en décembre 1990 quand il fut temps de prévoir l'année en cours.

Les spécialistes ont visé un taux négatif de 0,1 p. cent pour le produit intérieur brut réel et de 9,9 p. cent pour le chômage. De fait, 1991 verra un PIB inférieur d'un p. cent à celui de l'an passé et le taux de chômage s'établira à 10,1 p. cent, soient des résultats légèrement négatifs par rapport aux prévisions.

Par contre, les projections manquèrent la cible totalement en ce qui concerne le dollar et les taux d'intérêt. On prévoyait une devise à 0,82 \$ E.-U. et un taux préférentiel des banques à 13 p. cent! En réalité, le quart enregistre une moyenne de 0,8775 américain et le taux préférentiel se situe à 8,5 p. cent.

Les économistes ont revu leurs prévisions en juillet dernier et même dans ce cas, ils n'ont pas vu la baisse des taux d'intérêt et la montée du dollar qui s'en venaient.

Début difficile

En dépit de son optimisme pour la performance à long terme de l'économie, le panel de La Presse s'entend pour prédire que les prochains mois resteront cahotiques et que la première moitié de 1992 affichera une reprise très lente.

« Le patient est sorti des soins intensifs mais il est toujours en période de convalescence », dit M. Gignac. Son explication est celle-ci: « la baisse des taux d'intérêt donnera plus d'argent à celui qui renouvelle son hypothèque, en revanche les taxes scolaires, les taxes municipales et les cotisations à l'assurance-chômage augmentent, ce qui réduit le pouvoir d'achat. »

D'après ce dernier, les taux d'intérêt mettront de 12 à 15 mois avant de faire

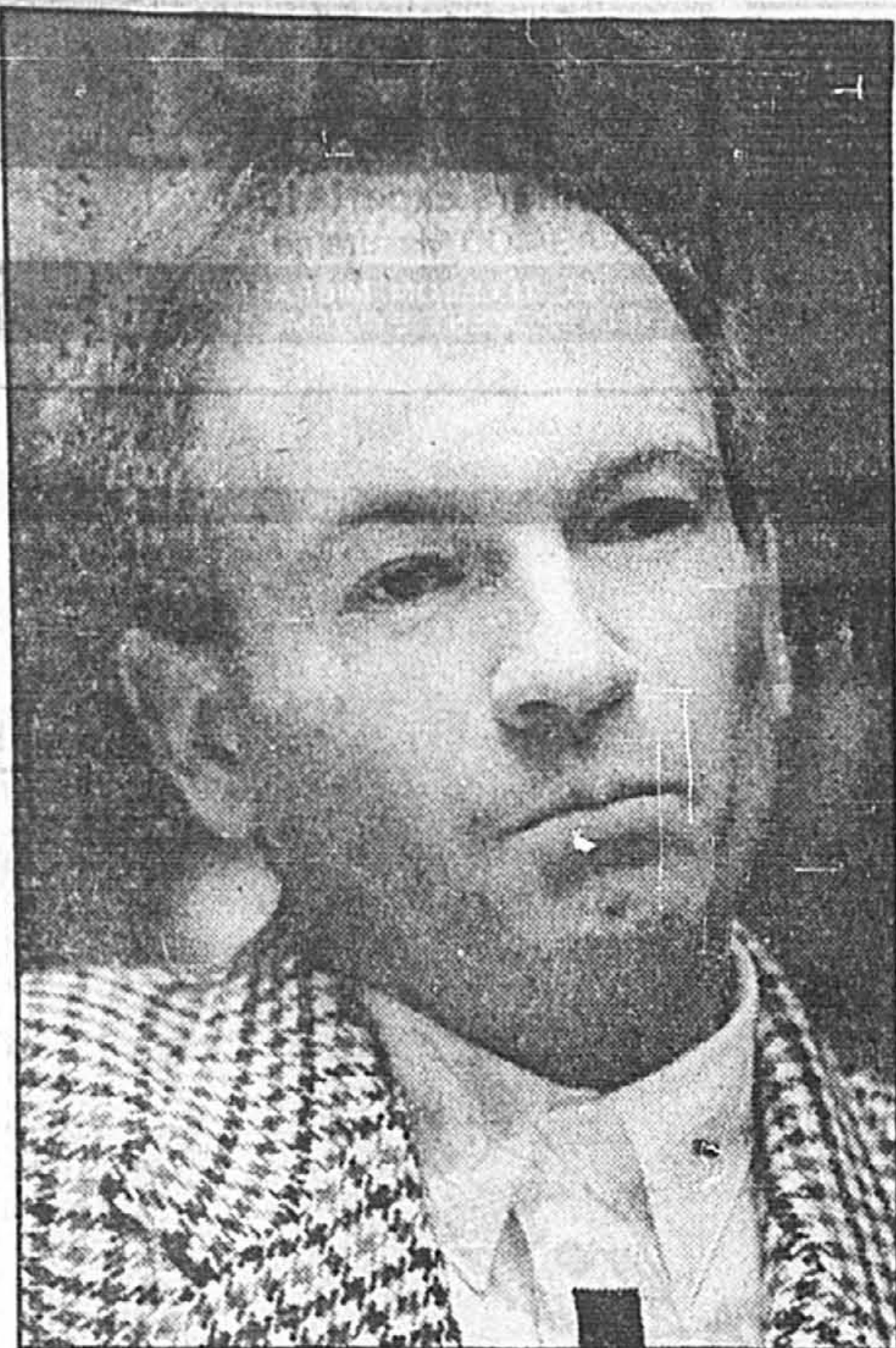
SUITE À LA PAGE F 2

LES PRÉVISIONS DES GRANDES INSTITUTIONS - 1992

INSTITUTIONS	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT - RÉEL CANADA	TAUX DE CHÔMAGE QUÉBEC	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS QUÉBEC	BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS AVANT IMPÔTS	HYPOTHÈQUES FERMÉES 1 AN	DOLLAR CANADIEN (CENTS US)			
Banque Nationale	2,5%	2,0%	9,7%	11,6%	3,2%	175 000	40 000	30,0%	8,5%	85,5
Mouvement Desjardins	3,1%	2,5%	10,5%	11,6%	3,2%	174 000	45 000	32,3%	8,25%	85,0
Caisse de dépôt et de placement du Québec	3,6%	3,1%	10,0%	11,7%	2,6%	193 000	46 000	35,0%	7,75%	87,5
Conference Board	4,3%	2,8%	10,1%	11,2%	3,8%	191 000	n.d.	39,7%	n.d.	86,5
Hautes Études Commerciales	3,6%	2,9%	10,0%	11,5%	2,5%	184 000	47 000	28,0%	7,75%	86,0
Université du Québec à Montréal	2,5%	1,8%	10,2%	11,3%	3,5%	190 000	40 000	25,0%	8,75%	85,0
Banque de Montréal	2,1%	2,0%	11,0%	12,6%	2,8%	185 000	46 000	4,0%	7,5%	83,6
Banque Royale	3,0%	3,0%	10,2%	12,1%	3,5%	190 000	47 700	42,0%	8,25%	87,2
Banque Scotia	2,3%	2,0%	10,3%	11,8%	3,3%	175 000	41 000	20,0%	8,25%	86,5
Montréal Trust	3,5%	2,75%	9,9%	11,7%	3,0%	190 000	40 000	35,0%	8,75%	88,0
Moyenne des prévisions	+3,1%	+2,5%	10,2%	11,7%	3,1%	185 000	43 500	+29,1%	8,25%	86,2
1991 Estimation de juillet	-1,35%	-1,5%	10,1%	12,0%	6,0%	178 000 ⁽¹⁾	44 000	-23,3%	9,9%	86,0

(1) Chiffres de novembre annualisés

Infographie La Presse



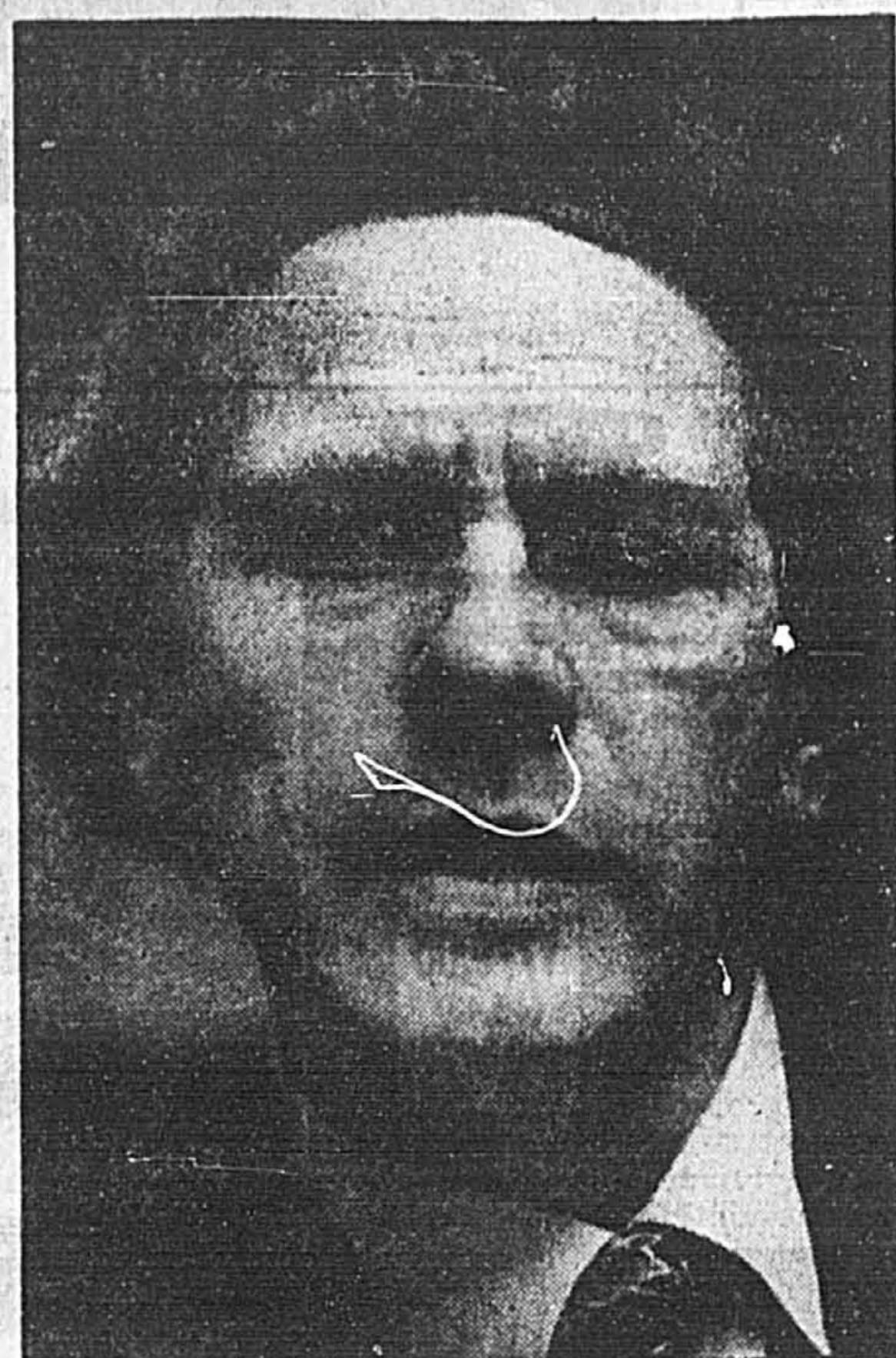
Maurice N. Marchon: «John Crow a su résister aux pressions des politiciens.»



Clément Gignac: «Dans le passé, le Canada a pu se protéger des changements, ce n'est plus possible avec le libre-échange.»



Robert Normand: «Le marché de l'emploi au Québec va reprendre vers la fin de 1992.»



Yves Rabeau: «Une crise de change nous guette car les marchés financiers regorgent de liquidités, ce qui favorise la spéculation.»

LES BOULES DE CRISTAL DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Le taux de chômage reste élevé au Québec

MAURICE JANNARD

■ General Motors, Xerox, International Business Machines (IBM), Philips, quelques noms parmi les géants industriels du monde qui ont annoncé en 1991 des mises à pied massives.

Au Québec, le triste sort d'entreprises comme Lavalin, Pascal, Cascades et Port-Cartier, Donohue à Matane, Consumer Glass et les Ateliers Angus a signifié la perte d'emploi pour des milliers de travailleurs d'ici.

Depuis 18 mois, 68 000 Québécois ont perdu leur emploi et, si pour 1992 on devrait assister finalement à une véritable reprise économique, qui connaît il faut le dire des ratés au départ, la production québécoise avancera par contre plus lentement que dans l'ensemble canadien.

«Les boules de cristal de l'économie de La Presse prévoient une faible croissance de 2,5 p. cent au cours des prochains mois. Le taux de chômage demeurera

élevé dans la province pour se situer en moyenne à 11,7 p. cent, tandis que le niveau canadien sera plus près de dix p. cent.

«C'est une mauvaise année pour se trouver un emploi», affirme le professeur Yves Rabeau de l'UQAM. Robert Normand, du Mouvement Desjardins, renchérit: «le marché de l'emploi va prendre du temps à repartir.»

Ces remarques laissent peu d'espoir pour les 400 000 chômeurs d'améliorer leur situation au cours des prochains mois.

Toutefois, le panel d'économistes réunis par La Presse dénote des phénomènes en cours qui pourront amener l'économie québécoise sur un sentier meilleur.

«Les entreprises qui réussissent et qui ne reçoivent pas de subventions ne se retrouvent pas à la Une des journaux», lance ironiquement le professeur Maurice N. Marchon, des HEC. L'État a trop tendance à donner des millions en aide aux entreprises bolteuses, d'après lui.

«La structure industrielle est

en voie de changement», ajoute pour sa part Clément Gignac, de la Banque Nationale. Les économistes présents s'entendent pour dire que le secteur des télécommunications, de l'informatique et du matériel de transport occupent une plus grande part des exportations.

Des entreprises comme Spar Aerospace, Ericsson, Northern Telecom et IBM-Bromont, deviennent les nouveaux fleurons de l'industrie québécoise.

Pour M. Rabeau, le secteur des pâtes et papiers fut traditionnellement le déclencheur des reprises passées au Québec. «Le moteur n'est pas là», explique-t-il.

Une remarque qui amène M. Normand à souligner que la plupart des grands chantiers industriels du secteur privé sont terminés ou presque terminés. Ce n'est qu'en 1993 que les investissements majeurs vont repartir, suscitant une meilleure croissance.

Pour toutes ces raisons, nos analystes croient que le marché

de l'emploi reprendra surtout vers la fin de 1992 au Québec.

M. Gignac voit comme très positive la nouvelle mentalité qui amène patrons, syndicats et gouvernements vers une plus grande concertation. «Plus le management et le syndicat sont flexibles, meilleures sont les chances de réussir.»

Écart rétréci

Un autre économiste consulté par La Presse, M. Georges Saba, du Montréal Trust, explique les écarts de croissance et de chômage entre le Canada et le Québec par des facteurs traditionnels. «Cette différence tient à des circonstances historiques», affirme M. Saba. «Les facteurs structurels existent déjà et ils maintiennent cet écart.»

L'économie québécoise repose encore en bonne partie sur les pâtes et papiers, la forêt, les mines et les ressources naturelles.

M. Saba estime que la politique monétaire de la banque centrale représente un prix très élevé en termes de chômage. «Le sacrifice est énorme», a-t-il dit.

Notre panel constate que les entreprises attendront davantage l'année 1993 pour embaucher à nouveau sur une grande échelle. Les phénomènes positifs qui ont lieu actuellement dans l'industrie québécoise prendront un certain temps à donner des résultats.

«Il y a des choses qui se passent, il y a des entreprises qui sont compétitives», proclame le professeur Marchon. «La transition est bien amorcée: 24 p. cent de nos exportations viennent de produits manufacturiers autres que les automobiles et les richesses naturelles, c'est un niveau important.»

D'après lui, il y a dix ans, les ressources naturelles représentaient 65 p. cent des exportations alors qu'aujourd'hui ce niveau est réduit à 42 p. cent.

Constitution

La question constitutionnelle plane toutefois comme un nuage

gris sur le Québec. «Le facteur politique a un effet sérieux sur les investissements», souligne Yves Rabeau, des décisions sont reportées ou ne se prennent pas, c'est normal on veut réduire le risque.»

Celui-ci estime que le débat politique intervient dans une mauvaise période. «Le moment est mal choisi de discuter constitution alors que nous avons besoin de canaliser toutes nos énergies vers les problèmes de restructuration industrielle.»

Clément Gignac accorde moins d'importance au dossier politique tout en admettant qu'il peut influencer les décideurs étrangers. «Sur le plan interne, s'il y a de quoi, l'impact constitutionnel joue sur le maintien d'un taux d'épargne un peu plus élevé en 1992, histoire de voir où cela s'en va.»

D'après le panel d'experts, la tendance de fond est que l'écart traditionnel entre les performances ontarienne et québécoise diminue avec les changements industriels en cours.

Le taux de chômage va rester élevé, soutient l'économiste de la Banque Nationale, mais l'écart

entre le Québec et l'Ontario, qui était de quatre p. cent, et celui entre Montréal et Toronto, qui était de cinq p. cent, vont être réduits de beaucoup.

Robert Normand ne cache pas que la reprise sera bolteuse au Québec en 1992, mais il s'attend à de meilleurs résultats l'année suivante avec le retour des investissements des entreprises. Les pouvoirs publics au Québec auront aussi un rôle important à jouer.

«Si on a une meilleure gestion des finances publiques», soutient le représentant du Mouvement Desjardins, et «si on réussit à contrôler le déficit au Québec on peut être en meilleure position dans les années à venir». D'après lui, l'Ontario pourra regretter d'avoir augmenté trop vite ses dépenses au début de cette décennie.

M. Normand fait valoir que la transition d'une économie basée sur les ressources naturelles en une économie basée sur la valeur ajoutée ne se fait pas en six mois. Tous les économistes présents sont d'accord: il faudra attendre 1993 pour que le Québec connaisse vraiment une bonne année.

L'économie avance en première vitesse mais elle ira loin

SUITE DE LA PAGE F 1

sentir pleinement leur effet positif. Il faudra une période d'ajustement assez longue et ce n'est qu'en 1993 que l'économie reprendra sa vigueur.

«Les entreprises ne sont pas habituées à gérer la déflation», fait valoir M. Marchon. «La cour des miracles n'existe pas», dit-il pour souligner qu'il n'y aura pas de redressement rapide dans le marché du travail. Les entreprises réussissent assez bien à contrôler leur coût de main-d'œuvre. De plus, comme l'inflation est faible, les travailleurs québécois et canadiens ne peuvent espérer des hausses de

salaires supérieures à plus de trois p. cent.

On sait que plusieurs employés du secteur public verront leur revenus gelés pour une bonne partie de l'année 1992.

«Techniquement, précise l'économiste du Mouvement Desjardins, il y aura une croissance (en 1992) mais pour le consommateur ce ne sera pas une année intéressante.» Il y a présentement, d'après lui, un esprit de défaitisme chez les consommateurs nord-américains.

Le professeur Rabeau mentionne un autre danger qui risque d'obscurcir l'économie ca-

nadienne. Les marchés financiers regorgent de liquidités, ce qui est toujours susceptible de créer des mouvements soudains de spéculation sur le dollar. «Une crise de change nous guette».

Dans un tel cas, la Banque du Canada ne manquerait pas de réagir rapidement en remontant son taux directeur, ce qu'elle n'a pas hésité à faire dans le passé.

Bref, selon le comité des spécialistes, le chemin est semé d'embûches au début de 1992, mais la seconde moitié de l'année débouche sur une route offrant de meilleures promesses.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

705 HYPOTHÈQUES

AAI IERE et 2e, balance de vente, notaire Laberge 729-4334

A IRE, 2e, acceptation directe, rapide, M. Poulin 628-4459

AT 1re, 2e hyp., sur tous types d'imm., Notaire Delorme 948-1010

HYP. 1re, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e, 20e, 21e, 22e, 23e, 24e, 25e, 26e, 27e, 28e, 29e, 30e, 31e, 32e, 33e, 34e, 35e, 36e, 37e, 38e, 39e, 40e, 41e, 42e, 43e, 44e, 45e, 46e, 47e, 48e, 49e, 50e, 51e, 52e, 53e, 54e, 55e, 56e, 57e, 58e, 59e, 60e, 61e, 62e, 63e, 64e, 65e, 66e, 67e, 68e, 69e, 70e, 71e, 72e, 73e, 74e, 75e, 76e, 77e, 78e, 79e, 80e, 81e, 82e, 83e, 84e, 85e, 86e, 87e, 88e, 89e, 90e, 91e, 92e, 93e, 94e, 95e, 96e, 97e, 98e, 99e, 100e

POUR IERE et 2e hyp., aussi refinancement, 426-4800

PREMIERE et 2e hypothèque, résidentielle, commerciale, industrielle, Denon Mortgage 342-1356

SERVICE hypothécaire à domicile, 88 h, 253-3300, Napoleon CRR

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A VENDRE, coudre, retable, restaurant "sea food", très connu en Floride, bon chiffre, avec bulle, 2e et 3e étages, 350 000 \$ US + hyp., 449-1421

AGENCE DE RENCONTRE AIDEZ l'environnement! Lancez-vous en affaires! Développez votre entreprise et soyez votre propre patron. A temps partiel ou à temps plein, et le désir d'être de réussir, le potentiel est illimité. 646-2947

APPRENEZ comment vous pouvez être exempté de la T.P.S. Détails gratuits. 485-6260, local 71 24h

VOUS S'COMPAT, PRODUITS S'ÉLEVÉS

COKE, PEPSI, MINUTE-MAXI, FRUIT-LAY, NESTLÉ, KRAFT, LIFTON, VAN HOUTTE, etc. Plus de 100 produits mondiaux. INDIVIDUEL, UNIQUE, ANNUELLES, CENTRES DE RAFFAÏCHISSEMENTS. Partout concept éprouvé pour des centaines de petites entreprises dans votre région. Ça doit aller à l'extérieur tous les jours pour la procurer une collation ou un brisage. Possibilité de propre affaire en argent. Complémentarité économique. TEMPS PLEIN QU'UN PARTIEL. 162553-710

A VENDRE OU A LOUER

Scies de réfection, potentiel et site extraordinaire, bord du Richelieu, terrasse, bonne balance de vente acceptée. 655-6388

DEVEZ-VOUS VOTRE PROPRE PATRON!!!

Avec légère mise de fonds

LOCAL A LOUER POUR DÉPANNÉUR

Établi anciennement depuis 50 ans

860 PI CAR.

à 100 pieds d'une école

Le seul dépanneur dans les environs!

1-347-2190

cellulaire: 1-358-0980

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A VENDRE, coudre, retable, restaurant "sea food", très connu en Floride, bon chiffre, avec bulle, 2e et 3e étages, 350 000 \$ US + hyp., 449-1421

AGENCE DE RENCONTRE AIDEZ l'environnement! Lancez-vous en affaires! Développez votre entreprise et soyez votre propre patron. A temps partiel ou à temps plein, et le désir d'être de réussir, le potentiel est illimité. 646-2947

APPRENEZ comment vous pouvez être exempté de la T.P.S. Détails gratuits. 485-6260, local 71 24h

VOUS S'COMPAT, PRODUITS S'ÉLEVÉS

COKE, PEPSI, MINUTE-MAXI, FRUIT-LAY, NESTLÉ, KRAFT, LIFTON, VAN HOUTTE, etc. Plus de 100 produits mondiaux. INDIVIDUEL, UNIQUE, ANNUELLES, CENTRES DE RAFFAÏCHISSEMENTS. Partout concept éprouvé pour des centaines de petites entreprises dans votre région. Ça doit aller à l'extérieur tous les jours pour la procurer une collation ou un brisage. Possibilité de propre affaire en argent. Complémentarité économique. TEMPS PLEIN QU'UN PARTIEL. 162553-710

A VENDRE OU A LOUER

Scies de réfection, potentiel et site extraordinaire, bord du Richelieu, terrasse, bonne balance de vente acceptée. 655-6388

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

BAR A vendre, clientèle établie et paie, rue St-Denis, bail 5 ans/option, capacité 60 personnes, 35 000 \$ à discuter, info 326-8929

DEFI TRES PROMETTEUR dans l'immobilier pour aussi peu que 11 250 \$ la porte (aucun comptant). Vente partielle d'un projet en difficulté (96 logements, à Sherbrooke). Retraitement déjà amorcé. Agents s'abstenir. 514-354-7522

ENTREPRISE d'appareils d'ameublement à vendre, 5 appareils de ballon panier de marque Intermark. Peu d'investissement. Très rentable. 377-1210

FRANCHISE, commerce édifice à bureau, boul. Desjardins, Montréal. Exclutivité garantie. 953-0652

IDEAL à convertir en résidence pour personnes âgées. Complètement équipée et prêt à opérer: motel de 34 chambres avec 5 manger, 3 récréation et grand terrain. A l'entrée de la ville de St-Hyacinthe avec la tranquillité de la campagne. L. Risk, 651-5831

INCORPORATION, tout compris 569 \$, INC. ILLIMITÉE 356-1619

INCORPORATION

Convention d'adhésions - marque de commerce - contrats commerciaux. (514) 989-8788

INTERESSANT & PAYANT SANS COMPÉTITION

Distributeurs avec double serrure Medeco, places dans restaurants, bars, brasseries, disco, etc. Pour portums, colporteurs, miel tampons, condoms, etc. Plus de 30 produits différents. Emplacements garantis. Investissement minimum, Appeler!

(514) 845-5133

INVESTISSEUR RECHERCHE

Publications du plus haut niveau, avons besoin de fonds, profits très intéressants. Demander Jacques, local de 9h à 17h, 278-1927

NOUVEAU AU QUÉBEC: Suez un des premiers à en profiter! Investissez dans l'acquisition d'une machine distributrice mobile: cartes de sport, vend des cartes de hockey. Occasion unique! Pour obtenir brochure, (514) 496-1400

OPPORTUNITÉ commerciale. Idéal pour couple qui veut partir un commerce comme revenu supplémentaire. (514) 464-7168

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

OPPORTUNITÉ IMMOBILIÈRE

Crédit Prapiro, établi depuis 10 ans, offre des opportunités d'association dans des investissements immobiliers (reprise financière). M. Emard ou M. Gauthier 384-8174

URGENT! Dissolution d'associés, vendrais actions immobilière 1 million, VITE VITE! 384-6029

VENDEZ bijoux en gros, sur vente garantie, pour Noël, 482-1213

VOTRE propre commerce à domicile, accessible à tous. Pas d'investissement et très payant. Int: Industrie Martik, C.P. 104, Succ. Anjou (Québec), H1K 4G5

712 ASSOCIÉS DEMANDES

A Hôtel, 3 salles réception, 3 bars et foyer personnes âgées. 446-5229

ASSOCIÉS financier pour expansion de 34 chambres avec 5 manger, 3 récréation et grand terrain. A l'entrée de la ville de St-Hyacinthe avec la tranquillité de la campagne. L. Risk, 651-5831

CHERCHÉ associé avec 15 000 \$ comptant et marge de crédit de 25 000 \$, compagnie de chauffage et thermopompe, André, 639-3743

CIE de déménagement, bon chiffre, décès, 250-065, 384-2811

NOUVEAU CONCEPT D'ÉCHANGES COMMERCIAUX

Associe et ou capital minimum requis. Potentiel énorme. Envoyez C.V. à: Mme F. Dion, 5371 Brebeuf, Mtl, Qué, H2J 3L8

POSSIBILITÉ d'investissement exceptionnel, à partir de 500 000 \$ à 2 000 000 \$, eau de source naturelle, de l'embouteillage à la distribution

GAUDIN, TUBAI, 488-2864

LES IMM. MAXXUM

714 FRANCHISES

A LAVAL, centre du rotol, vente immédiate, cause: transfert du conjoint à l'étranger, 861-5710

DEUX cases-croûtes neufs à louer 5 000 \$ de dépôt

St-Catherine et Papineau

Villeroie et Christophe-Colum 270-0455

714 FRANCHISES

CONCEPT NOUVEAU MAGASIN AU DÉTAIL

UNIQUE EN SON GENRE

A vendre ou franchise, seulement si vous avez un capital de 50 000 \$ plus. Appeler 514-923-3975 et laissez votre numéro, strictement confidentiel

INVITE les comptables-experts, teneurs de livres et préparateurs d'impré et se joindre à son réseau de banquiers. Pour renseignements

682-0402

MIKE'S RESTAURANT 488 080 \$

Bonifie-ouest, Int: 766-3716

TABATOUT

FRANCHISES DE TABAGIES

Emplacements disponibles au centre-ville. J.G. Boisvert 875-7676

YOGOURT ALASKA

BAR LAITIÈRE spécialisée dans la vente de YOGOURT GLACE, de FRUITS, de BOULEVARD et de produits complémentaires

FRANCHISES DISPONIBLES

Premières de la Cathédrale (MTL)

Centre Rockland (MTL-Royal)

Galerie d'Art (MTL)

World Trade Center (MTL)

Le 1000 de la Gouche (MTL)

Informations: Denis Lavigne (MTL) (514) 527-0570

715 SERVICES FINANCIERS

A PLUS, escompte de chèque, direct-capital, 523-2651

ARGENT S'COMPAT S

Pour vos factures courantes

LAUMAR FINANCE INC

Prêts commerciaux

Hypothèques 1ère + 2ème Capital de risque (514) 257-7470

717 SERVICES SPÉCIALISÉS

GERANCE complète de P.M.E. Références. Gestion L.B. 493-4704

718 ARGENT DEMANDE

A sur 1re et 2e hyp. Bon rendement. Notaire Delorme 948-1010

BESOIIN argent 1ère 2e hyp. sur propriétés notaire 729-4334

EDITEUR SPÉCIALISÉ recherche financement pour projet. Prêt garanti, par contrat de publicité ferme. Rendement élevé. 278-7788

725 TENUE DE LIVRES, IMPOT

COMPTABLE AGREE, états financiers, informatique, fiscalité, vérification. François 722-6212

735 L'IMMOBILIER

AUX CONTRACTEURS: Dome, 49 ans, belle personnalité, dynamique, fiable. Expériences des affaires + comptabilité + ventes + conseil immobilier, offre ses services pour projet domiciliaire, région: Mtl, Rive-Nord ou environ. Exclutivité si possible. Appelez Jérôme en toute confiance: 494-6600

La société Médis Services Pharmaceutiques et de santé Inc., une filiale en propriété exclusive indirecte de McKesson Corporation, a annoncé hier l'envoi, à tous les porteurs d'actions de catégorie A du Groupe Pharmaceutique Focus Inc., un important grossiste pharmaceutique au Québec, d'une offre visant l'acquisition de la totalité des actions de catégorie A émises et en circulation.

L'offre a été faite par l'entremise d'une filiale en propriété exclusive de Médis. Cette dernière avait annoncé le 24 octobre la conclusion d'une entente prévoyant le lancement de cette offre.

L'offre, qui représente un prix d'achat global de 1 million \$ pour

Ciaccia poursuit sa campagne de défense de Grande-Baleine aux É.-U.

MAURICE JANNARD

■ Le ministre québécois des Affaires internationales, M. John Ciaccia, continuera d'être actif sur la scène américaine en vue de faire la promotion du projet hydro-électrique de Grande-Baleine.

Joint au téléphone hier, le ministre Ciaccia a déclaré à La Presse qu'en février prochain il se rendra sur la côte ouest américaine afin de défendre le vaste projet de la société Hydro-Québec. Il entend également retourner fréquemment en Nouvelle-Angleterre.

«Mon message est assez simple», a affirmé M. Ciaccia. «Je ne fais qu'expliquer la Convention de la Baie James signée en 1975.»

Depuis un mois, le ministre s'est rendu à Providence au Rhode-Island, à Boston et jeudi dernier il était à New York.

Dans la métropole américaine, M. Ciaccia a rencontré les éditeurs du journal New York Times et du magazine Business Week. On sait que le gouvernement du Québec avait été ulcéré à la suite d'un message publicitaire

dans le grand quotidien new-yorkais payé par l'organisation Greenpeace.

M. Ciaccia croit que

Birks adopte un style offensif

VALÉRIE BEAUREGARD

■ Deux ans après avoir acheté la bijouterie Henry Birks & Sons de ses frères, Jonathan Birks a transformé l'entreprise familiale. Les décisions sont maintenant prises strictement sur une base d'affaires.

La maison Birks annonçait jeudi qu'elle ferait son siège social de Minneapolis, après avoir vendu plus tôt cet automne deux de ses chaînes américaines. Elle dit songer également à fermer au Canada une dizaine de magasins non rentables, d'ici à 1994.

Certains ont perçu ces décisions comme un geste défensif d'une société en difficulté. Or, le chef de la direction, William Meder, déclare catégoriquement qu'il n'y a rien là d'exceptionnel en regard de la pratique des années précédentes. Les événements récents s'inscrivent plutôt à l'intérieur d'une perspective d'affaires.

« Birks ne ferme pas ses portes. Parlez à nos banquiers, ils vous le diront. Ils appuient entièrement notre façon de faire », déclare M. Meder lors d'une entrevue par téléphone. (La Banque Royale, le principal banquier de Birks, n'a pas rappelé La Presse.)

En plus de nettoyer les activités de la compagnie aux fameuses boîtes bleues, la nouvelle direction dépense plus que jamais en publicité, commandite des événements spéciaux et investit dans la rénovation de ses magasins (3 millions à son magasin de la rue Bloor, à Toronto et 1 million à celui de la rue Sainte-Catherine). « Nous ne jetons pas l'argent par les fenêtres, mais nous avons certainement adopté un style offensif », dit M. Meder.

Il note toutefois que certaines rumeurs se sont répandues

quand la grande dame de la bijouterie canadienne, qui a pignon sur rue depuis 1879, décidait cette année de ne payer ses fournisseurs que 90 jours après la livraison de la marchandise.

« Les gens nous disaient qu'ils aimaient faire affaires avec Birks car ils étaient assurés d'avoir un chèque 30 jours après la livraison quand nos concurrents attendaient de 90 à 120 jours pour les payer! » explique M. Meder.

Après avoir vendu ses chaînes Thomas Long et Jessops, des divisions dont elle voulait se départir depuis un bon bout de temps, Birks conserve sept chaînes aux États-Unis, qui regroupent en tout 55 magasins.

Au Canada, la société exploite 168 établissements dont 84 magasins portant le nom de Henry Birks & Sons. On prévoit fermer de 8 à 12 magasins en 1992, au fil et à mesure que les baux viendront à échéance. Le nombre exact de magasins visés n'a pas encore été déterminé.

L'entreprise avait multiplié les succursales dans les années 50 et 60 à la faveur de la popularité des centres commerciaux. Mais la situation économique l'oblige à modifier sa façon de faire.

« Nous fermons une douzaine de magasins par année, dit M. Meder. Birks a fermé 14 établissements l'an dernier seulement. « Quand un magasin n'est plus rentable, nous le fermons. » Au cours des dernières années, les magasins de la Place Ville-Marie, de la Place Bonaventure et du Complexe Desjardins ont disparu.

Jamais une récession n'aura frappé les biens de luxe comme celle de 1991. « En 1982, souligne M. Meder, nos ventes affichaient une baisse de 3,5 p.



Jonathan Birks a transformé l'entreprise familiale. Les décisions sont maintenant prises strictement sur une base d'affaires.

PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse

cent. Mais pour l'exercice qui s'est terminé le 30 septembre dernier, nos ventes sont tombées d'environ 10 p. cent ! »

Cependant, M. Meder note que depuis le 1er octobre, la tendance s'est redressée car les ventes au Canada ne sont plus que de 3,2 p. cent inférieures à ce qu'elles étaient l'an dernier.

Jonathan Birks est depuis deux ans à la recherche d'un partenaire financier mais M. Meder dit qu'aucun investisseur sérieux ne s'est présenté jusqu'ici. « Personne nous pousse à

le faire », dit-il. La Banque Royale a accordé à la compagnie une marge bancaire de 35 millions mais seulement 5 millions ont été utilisés à ce jour.

La compagnie songe aussi à émettre des actions sur le marché public dans le cadre du programme Régime épargne-actions. « Nous voulions le faire cette année mais nous nous sommes pris trop tard, indique William Meder qui dit vouloir rouvrir ce dossier au printemps. « On ne se promène pas en criant à l'aide! », à l'aide! » tient-il cependant à indiquer.

Siemens Electric prend de l'expansion à cause du libre-échange

MAURICE JANNARD

■ La société Siemens Electric Limited a inauguré à Pointe-Claire les nouvelles installations de son siège social. Les travaux d'expansion et de rénovation ont totalisé 4,5 millions \$ et ont été exécutés en deux phases.

La haute direction de l'entreprise célébrait hier l'addition d'une superficie de 11 000 pieds carrés à ses bureaux qui abrite également une usine où l'on fabrique des produits de télécommunications. La firme allemande est un leader mondial dans le domaine des équipements électriques et électroniques.

Au cours d'un entretien téléphonique avec La Presse, le président et directeur général de Siemens Electric Limited, M. William B. Waite, a déclaré que cet investissement était le résultat du libre-échange entre le Canada et les États-Unis et qu'il était un symbole de la loyauté des employés canadiens.

La société mise à ce point sur les possibilités du libre-échange qu'elle songe à construire une nouvelle usine au Canada d'ici à un an, a affirmé M. Waite. La décision sera prise dans quelques mois.

La mise en vigueur le 1er janvier 1989 du traité commercial entre le Canada et les États-Unis a amené cette entreprise à prendre des décisions majeures.

« Nous avons déplacé au Canada la fabrication de plusieurs produits qui étaient faits auparavant aux États-Unis », a déclaré M. Waite. Celui-ci a mentionné que l'an dernier la société a transféré de Nouvelle-Orléans à Drummondville la production de matériel électrique.

« Nos ventes se font surtout aux États-Unis, a ajouté M. Waite, mais nous n'aimons pas produire en parallèle ». Siemens fabrique les produits où il est plus rentable de le faire et la progression au Canada a été fulgurante depuis sa venue il y a 28 ans.

William Waite mentionne qu'il est entré au service de l'entreprise en 1963 et que la filiale canadienne du géant allemand avait 12 employés à ce moment-là. Aujourd'hui, Siemens compte 4300 personnes au pays. En 1990, ses ventes ont atteint 500 millions.

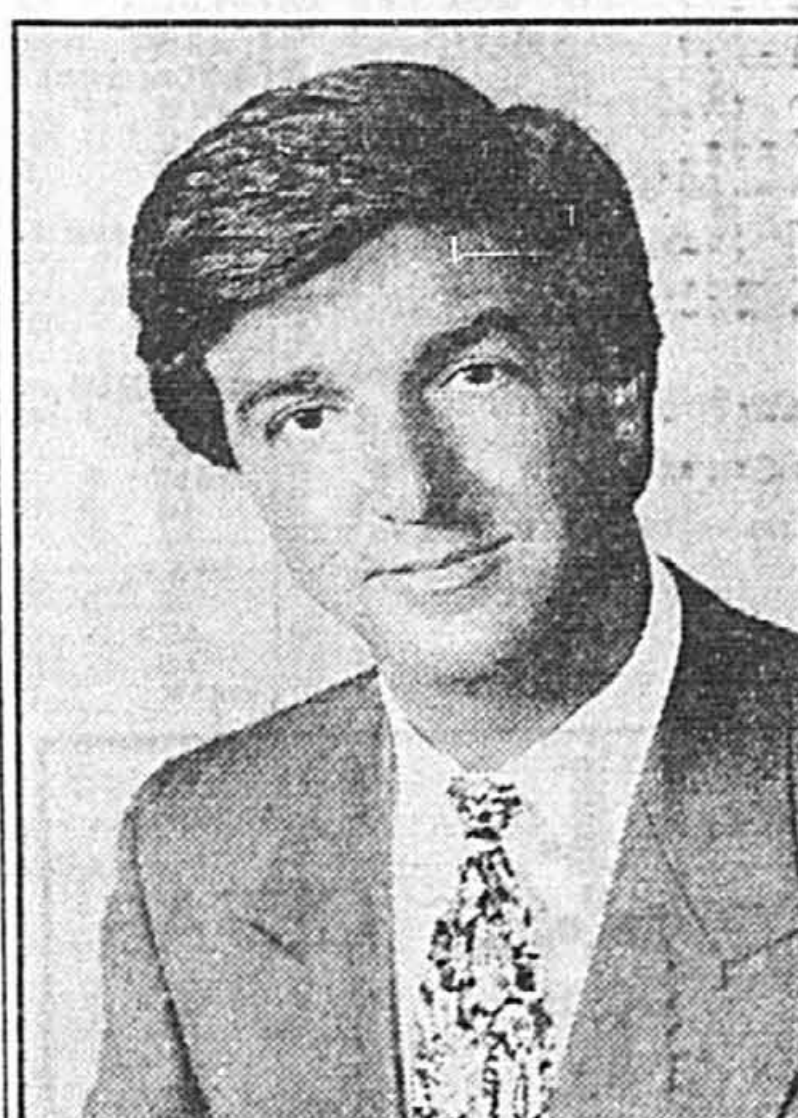
Au niveau mondial, Siemens qui a son siège social à Munich, a des revenus dépassant 29 mil-

liards \$ (américains) et la société est classée comme la 24^{ème} plus grande entreprise au monde.

Les nouvelles installations inaugurées hier à Pointe-Claire abriteront un nouveau centre de recherche et de développement, le service de marketing et les bureaux d'administration de l'entreprise.

HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF SIR MORTIMER B. DAVIS

NOMINATION



HENRI ELBAZ

M. Stephen Vineberg, président du Conseil d'administration de l'Hôpital Général Juif — Sir Mortimer B. Davis, est heureux d'annoncer la nomination de M. Henri Elbaz au poste de directeur général de l'hôpital à compter du 1er janvier 1992.

M. Elbaz, qui détient une maîtrise en administration des affaires, a été directeur de la recherche, des statistiques et des relations publiques à la Bourse de Montréal; et a enseigné la planification et la stratégie d'entreprises à l'École des hautes études commerciales.

Nommé directeur des services administratifs en 1976 et promu directeur général adjoint en 1986, M. Elbaz a joué un rôle clé dans le développement de l'hôpital au cours des 16 dernières années.

Il est vice-président du Comité exécutif de la conférence régionale 6A de l'Association des hôpitaux du Québec et membre de l'Association des directeurs généraux des services de santé et des services sociaux du Québec ainsi que de la Société de médecine et de droit du Québec.

Très actif sur le plan communautaire, M. Elbaz a été officier et membre de l'exécutif des Services communautaires juifs de Montréal et a assumé la présidence de la Communauté sépharade du Québec.

M. Elbaz succède à M. Archie Deskin qui a oeuvré pendant 31 ans au sein de l'hôpital. Au cours de son mandat de 16 ans en tant que directeur général, M. Deskin a guidé l'hôpital pour devenir l'un des plus importants établissements de soins ultra-spécialisés et d'enseignement de Montréal.

Patrons et ouvriers s'unissent dans CAMO-ROUTE

JACQUES BENOIT

■ « Bien souvent les chauffeurs ont appris de leur père. On réalise aujourd'hui qu'il y a des chauffeurs qui conduisent un camion depuis 20 ans et qui ne savent pas encore conduire », disait hier M. Pierre Deschamps, président de la section locale 931 des Teams-

ters, laquelle représente, précisément, des conducteurs de camions.

C'était à l'occasion du dévoilement du plan d'action de CAMO-ROUTE — pour Comité d'adaptation de la main-d'oeuvre du transport routier des marchandises.

Comité au sein duquel tous les partenaires de l'industrie, pa-

trons et salariés, ont fait depuis un an le point sur la situation du transport routier et élaboré « un plan d'attaque pour maintenir la position concurrentielle des entreprises québécoises de transport », a déclaré sa présidente, Mme France Dyèvre.

Au nombre de 1551 (en 1989), a-t-elle signalé, celles-ci emploient de 100 à 125 000 personnes, leurs recettes d'exploitation ayant atteint 1,789 milliard de dollars cette année-là.

Bref, notait-elle, il s'agit d'un secteur beaucoup plus important qu'on ne le croit en règle générale, créateur d'emplois dans toutes les régions et représentant environ 50 p. cent de toutes les activités de transport.

La principale lacune, à tous les niveaux (conducteurs, gestionnaires, etc.), concerne la formation, nettement insuffisante, selon le comité.

Ainsi, il n'existe au Québec que deux centres de formation routière, « gérés par le ministère de l'Éducation, qui comptent 64 places seulement, alors qu'il en faudrait 500 », a déclaré Mme Dyèvre.

M. Pierre Deschamps: « Il y a beaucoup de choses qui ont changé depuis trois-quatre ans. Il y a de nouvelles règles pour le transport des produits chimiques, un

nouveau Code de la route — et ça, juste au Canada —, mais il faut tenir compte aussi des États-Unis où tout est différent. »

Toutes choses, dit-il, que les conducteurs de camions devraient normalement apprendre et savoir. Alors que, dans les faits, à peine 2 p. cent des salariés du secteur ont suivi des cours de formation touchant leur spécialité en 1989-90.

C'est donc sur ce problème de la formation que le comité entend faire maintenant porter ses efforts. En faisant reconnaître le transport comme discipline au niveau collégial; par l'organisation de cours d'appoint, avec les commissions scolaires, à l'intention des mécaniciens; par la formation de gestionnaires, ce qui doit commencer « par une formation uniforme en coût de revient », etc.

« Il y a des chauffeurs qui ont reçu 10 heures de formation et qui ont fait leur apprentissage l'été », soulignait Mme Dyèvre.

Pour votre villa sur la plage au Costa Rica

La Suisse des Amériques
RENDREMENT DE 30 % ET PLUS
EXEMPTIONS FISCALES, DROIT DE RÉSIDENCE
PROJET APPROUVÉ, PRÈS DE L'AÉROPORT

Participation à un séminaire et à un voyage d'études pour investisseur ou directeur de projet hôtelier parrainé par le ministère du Tourisme.

Pour brochure gratuite en anglais: CAN-TICO S.A.

Fax 011 (506) 55-3238

Centro Colon 1-9, Paseo Colon

San José - Costa Rica

Tél.: (506) 55-3284

1702064-C14



189208-830
SUPERTARIF JUSQU'AU 39 \$
HORS SAISON 20 DEC.



Avis de dividende

Le conseil d'administration de Corporation Cameco, lors d'une assemblée tenue le 6 décembre 1991, a déclaré un dividende trimestriel de 0,125 \$ par action relativement aux actions ordinaires en circulation de la société, payable le 15 janvier 1992, aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 31 décembre 1991.

Le secrétaire,
Gary M.S. Chad
Saskatoon (Saskatchewan)
Le 14 décembre, 1991

FLORIDE

WEST PALM BEACH

CONDOMINIUMS

DE 62 900 \$ U.S.
FINANCEMENT 80% À 5,75%
POSSIBILITÉ D'UTILISATION IMMÉDIATE AVEC
PAIEMENT EN AVRIL 1992 SEULEMENT
POUR RENDEZ-VOUS 878-1115
Annie Armstrong, courtier

Mercedes-Benz

Automobiles Chicoine Inc., le doyen des concessionnaires Mercedes-Benz depuis 1957, acceptera toutes offres raisonnables sur ses voitures neuves et usagées en inventaire.

Du 16 décembre au 3 janvier 1992. Des prix jamais vus.

NEUVES	EXT.	INT.	NEUVES	EXT.	INT.
190E 2.3	NOIR	BEIGE	400SE	GRIS ASTRAL	NOIR
190E 2.6	NOIR PERLE	NOIR	400SE	NOIR PERLE	NOIR
300D 2.5	GRIS PERLE	GRIS	400SE	GRIS ASTRAL	GRIS
300E	GRIS ASTRAL	NOIR	500SEL	GRIS ASTRAL	GRIS
300E	ARGENT FUMÉ	NOIR	500SL	NOIR	NOIR
300E	GRIS PERLE	NOIR	USAGÉES	EXT.	INT.
300SD	NOIR	GRIS	300SE 1989	NOIR PERLE	NOIR
300SE	NOIR	NOIR	300LE 1989	PÉTROLE	GRIS
			300E 4-MATIC 1991	BLEU MINUIT	BLEU

Des Québécois au service des Québécois depuis 1957

Automobiles CHICOINE INC.

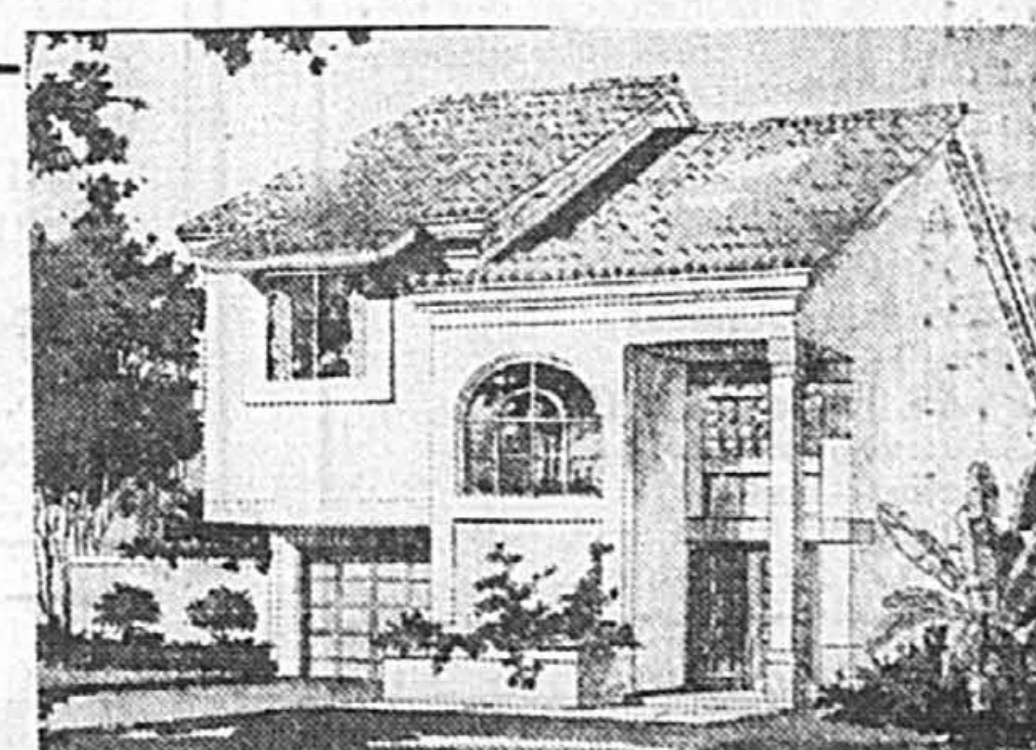
Vente et location
855, rue Johnson, Saint-Hyacinthe, Mtl 464-1491 tél.: 771-2305
(Près de l'auberge des Seigneurs)

LE GRAND SPÉCIAL DES FÊTES

Faites votre offre

Floride Florida Floride

Réaliser
votre
rêve...
avoir
votre
coin
au
soleil!



- Prix à son meilleur
- Haute valeur du \$ canadien

Propriétés disponibles de

45 900\$ à 150 000\$ U.S.

- Au bord de la mer
- Le long de l'intracoastal
- En bordure d'un terrain de golf
- Miami, Fort Lauderdale, Hallandale, West Palm Beach

En primeur

- Maison unifamiliale neuve
- Secteur de choix

Nous nous occupons du financement et de la transaction avec les services d'un avocat bilingue de Miami

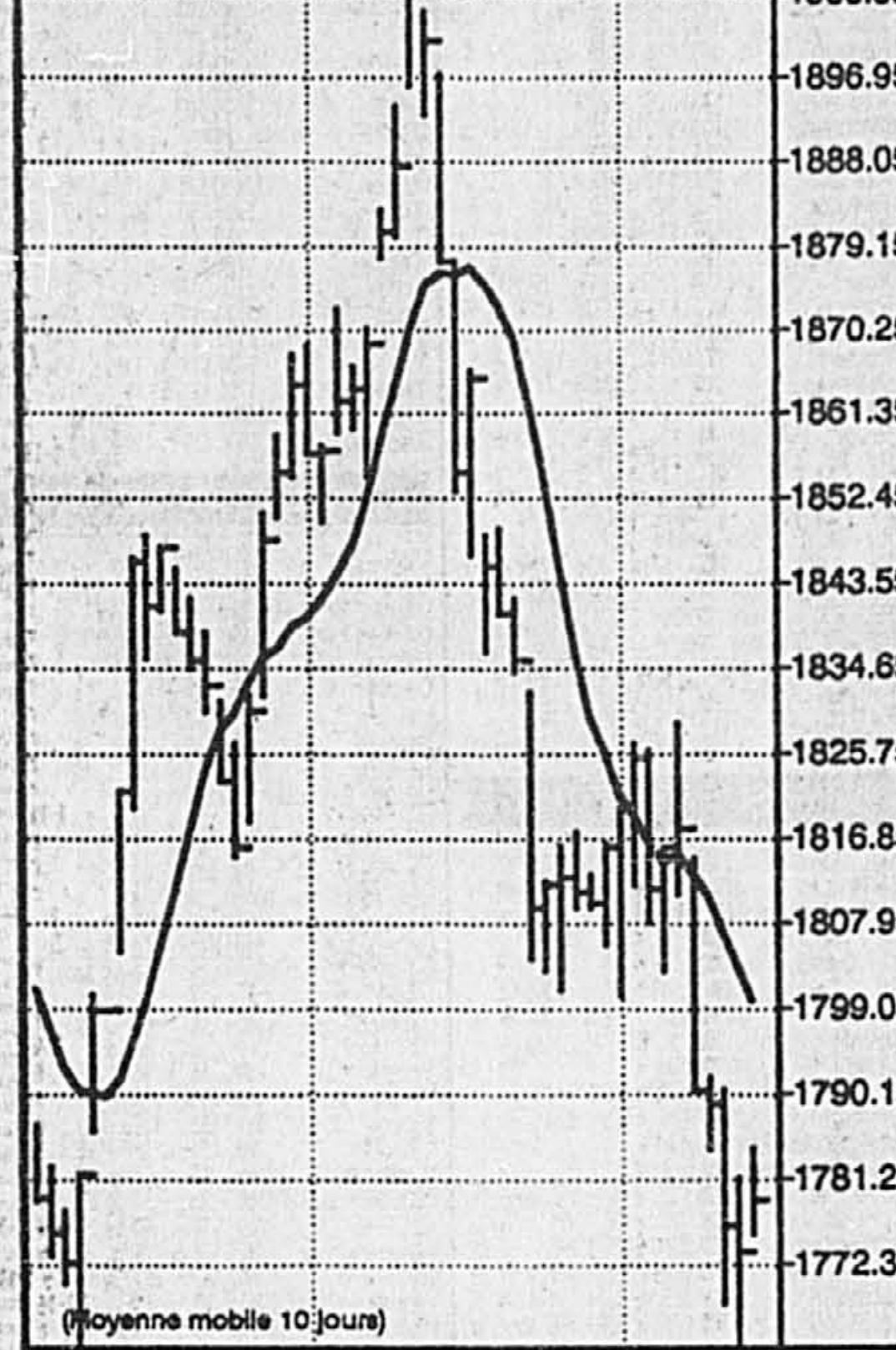
Information:
COND-Ô-SOLEIL INT'L

866-0022

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 1784.43
Fermeture: 1779.00
Bas: 1755.51

(Indice canadien 25 titres)



(Moyenne mobile 10 jours)

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 8459000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

Oct Nov Déc 13 Déc

14400 12000 9600 7200 4800 2400 x1000

COMMENT LIRE LES COTES DE LA BOURSE

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique de noms de compagnies. Seuls apparaissent les titres transigés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en cents sauf si la mention « \$ » apparaît.

Div (1) = Dividende par action sur une base annuelle.

C/B (1) = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

Ventes = En unités sauf si la mention « z » (centaines) apparaît, pour les Bourses canadiennes. A la Bourse de New York et à l'AMEX, tous les montants sont exprimés en centaines sauf si la mention « z » (unités) apparaît.

Haut = Sommet atteint par le titre au cours de la période.

Ferm. = Cours à l'arrêt des transactions.

Ch. = Variation par rapport au cours de fermeture de la séance précédente (lot régulier).

(1) Données disponibles pour les Bourses américaines seulement.

EXPLICATION DES CODES

BOURSES DE MONTRÉAL ET TORONTO

p ou = Titre assujéti à une réglementation spéciale.

f = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subordonné.

z = Lot brisé.

Wt ou w = Bon de souscription (Warrant).

u = Unités de capital-actions.

pr = Action privilégiée.

BOURSE DE VANCOUVER

q = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subordonné.

z = Lot brisé.

e = Entreprise commerciale ou industrielle.

y = Entreprise de ressources.

BOURSES DE NEW YORK ET AMEX

g = Dividende en dollars canadiens.

o = Dividende extraordinaire.

t = Dividende en action.

a = Dividende spécial faisant suite à une liquidation.

d = Dividende annuel plus un dividende extraordinaire.

s = Paiement suspendu du dividende.

x = Après fractionnement d'actions.

d = Ex-dividende.

d = Nouveau bas de l'année.

u = Nouveau haut de l'année.

cf = Action privilégiée.

Wt = Bon de souscription.

v = Suspension des transactions.

vi = Situation de faillite.

BOURSES DE NEW YORK ET AMEX

g = Dividende en dollars canadiens.

o = Dividende extraordinaire.

t = Dividende en action.

a = Dividende spécial faisant suite à une liquidation.

d = Dividende annuel plus un dividende extraordinaire.

s = Paiement suspendu du dividende.

x = Après fractionnement d'actions.

d = Ex-dividende.

d = Nouveau bas de l'année.

u = Nouveau haut de l'année.

cf = Action privilégiée.

Wt = Bon de souscription.

v = Suspension des transactions.

vi = Situation de faillite.

BOURSES DE NEW YORK ET AMEX

g = Dividende en dollars canadiens.

o = Dividende extraordinaire.

t = Dividende en action.

a = Dividende spécial faisant suite à une liquidation.

d = Dividende annuel plus un dividende extraordinaire.

s = Paiement suspendu du dividende.

x = Après fractionnement d'actions.

d = Ex-dividende.

d = Nouveau bas de l'année.

u = Nouveau haut de l'année.

cf = Action privilégiée.

Wt = Bon de souscription.

v = Suspension des transactions.

vi = Situation de faillite.

BOURSES DE NEW YORK ET AMEX

g = Dividende en dollars canadiens.

o = Dividende extraordinaire.

t = Dividende en action.

a = Dividende spécial faisant suite à une liquidation.

d = Dividende annuel plus un dividende extraordinaire.

s = Paiement suspendu du dividende.

x = Après fractionnement d'actions.

d = Ex-dividende.

d = Nouveau bas de l'année.

u = Nouveau haut de l'année.

cf = Action privilégiée.

Wt = Bon de souscription.

v = Suspension des transactions.

vi = Situation de faillite.

BOURSES DE NEW YORK ET AMEX

g = Dividende en dollars canadiens.

o = Dividende extraordinaire.

t = Dividende en action.

a = Dividende spécial faisant suite à une liquidation.

d = Dividende annuel plus un dividende extraordinaire.

MONTRÉAL

Ventes Haut Bas Ferm. Net

C D

CAE Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

CCF Ind 5600 56 1/4 6 1/4

La bourse en bref

MONTREAL				TORONTO			
Volume:	Vendredi	Jeu	14 677 000	Volume:	Vendredi	Jeu	25 261 000
Faite saillants:	Vendredi	Jeu	5 701 000	Faite saillants:	Vendredi	Jeu	21 677 000
Actions trans.	396	389		Actions trans.	885	877	
Gains	146	107		Gains	326	234	
Pertes	111	151		Pertes	250	333	
Inchangées	139	131		Inchangées	301	310	
Hauts 91	5	5		Hauts 91	18	14	
Bas 91	14	32		Bas 91	45	42	

Valeurs les plus actives				Valeurs les plus actives			
Volume	Valeurs	Ferm.	Var.	Volume	Valeurs	Ferm.	Var.
600 000	BCE	41.00	-0.10	647 903	BCE	41.00	-0.10
232 772	Alcan	25.00	+0.10	613 327	Alcan	25.00	+0.10
239 716	QBE	25.00	+0.10	600 400	QBE	25.00	+0.10
230 550	Laidlaw	8.00	-0.10	550 400	QBE	25.00	+0.10
218 905	Bq-Tor-Dominion	17.00	+0.10	325 100	Novo	9.00	+0.10

NEW YORK				NASDAQ			
Volume:	Vendredi	Jeu	194 470 000	Volume:	Vendredi	Jeu	178 703 000
Faite saillants:	Vendredi	Jeu	192 930 000	Faite saillants:	Vendredi	Jeu	168 067 900
Actions trans.	2 183	2 163		Actions trans.	4 127	4 181	
Gains	1 092	1 028		Gains	1 280	1 197	
Pertes	555	594		Pertes	806	875	
Inchangées	536	541		Inchangées	2 161	2 121	
Hauts 91	74	49		Hauts 91	95	64	
Bas 91	30	56		Bas 91	31	58	

Valeurs les plus actives				Indices Standard & Poor's			
Volume	Valeurs	Ferm.	Var.	Haut	Bas	Ferm.	Var.
4 742 600	Health	19.00	+0.10	541.02	538.74	540.90	+0.88
2 851 300	USX	22.00	-0.10	614.82	612.46	613.83	+2.23
2 339 800	Arka	11.00	-0.10	318.77	318.57	318.57	-0.20
2 028 700	AMTel	38.00	+0.10	554.38	551.57	554.38	+2.81
1 927 500	Glaxo	29.00	+0.10	527.07	525.60	527.07	+1.47

Indices Dow Jones				Indices Standard & Poor's				
Ouv.	Haut	Bas	Clôt.	Haut	Bas	Ferm.	Var.	
30 Ind.	2916.82	2906.72	2916.34	+19.23	400 Ind.	453.24	448.80	+42.77
20 Tr.	1210.58	1207.95	1207.12	+19.06	20 Transp.	308.28	308.68	+0.40
15 S&P	2195.27	2192.58	2195.51	+2.93	400 Serv.	149.10	148.28	+0.82
50 comp.	1057.26	1051.90	1053.63	+16.73	400 Fin.	30.95	30.81	+0.14

NEW YORK				ALBERTA			
Volume:	Vendredi	Jeu	194 470 000	Volume:	Vendredi	Jeu	178 703 000
Faite saillants:	Vendredi	Jeu	192 930 000	Faite saillants:	Vendredi	Jeu	168 067 900

suite de la page F 5				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA				ALBERTA			
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité

ALBERTA			
---------	--	--	--

Le secteur manufacturier ressent encore les effets de la récession

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Le secteur manufacturier ressentait apparemment encore les effets de la récession en octobre alors que les livraisons ont diminué de 1,5 p. cent comparativement à septembre, a annoncé vendredi Statistique Canada.

Les entreprises manufacturières ont expédié pour 23 milliards \$ de marchandises en octobre, pour un total de 231,2 milliards durant les 10 premiers mois de l'année, ce qui représente une baisse de 6,3 p. cent par rapport à la même période de 1990.

Les livraisons de pétrole raffiné et de produits du charbon ont chuté de 4,8 p.

cent et les expéditions de papier et de produits connexes de 4,5 p. cent.

L'agence fédérale de statistique rapporte également que ce fléchissement a été ressenti dans 12 des 22 principaux groupes manufacturiers en août, septembre et octobre. Des hausses n'ont été enregistrées que dans sept secteurs.

Les livraisons des entreprises canadiennes ont progressé en avril, mai et juin et sont demeurées inchangées en juillet et août pour diminuer en septembre et octobre.

Les nouvelles commandes ont également baissé de 0,8 p. cent en octobre (23,1 milliards \$), soit la troisième baisse en quatre mois.

Il y a aussi eu une légère remontée des commandes non exécutées. Les inventaires ont diminué de 0,7 p. cent en octobre (34,7 milliards \$) dans 14 des 22 secteurs manufacturiers qui ont fait l'objet de l'étude de Statistique Canada.

De façon générale, on note un déclin des expéditions depuis deux ans.

En bref

LA BN PROLONGE SON PROGRAMME

■ La Banque Nationale du Canada renouvelle l'offre à ses actionnaires inscrits et détenant 20 actions ordinaires de la Banque ou moins le 30 octobre 1991, leur permettant de vendre ces actions au prix du marché et sans payer de frais de courtage. La documentation pertinente a été envoyée à tous les actionnaires visés. La Bourse de Montréal accepte de prolonger le programme jusqu'au 16 mars 1991.

LE FONDS DU CN ACHÈTE DES UNITÉS DE CAMBRIDGE

■ Le CN, administratrice de la Caisse fiduciaire de retraite du CN, a acheté 1,5 million d'unités de Cambridge Shopping Centres, chaque unité étant composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription à une demi-action ordinaire. Ces unités font partie d'une nouvelle émission de la société pour une valeur de 150 millions de dollars. Après cette acquisition la Caisse de retraite du CN détiendra environ 20,9 p. cent des actions en circulation de Cambridge.

BAISSE DES VENTES ET DES BÉNÉFICES CHEZ REITMANS

■ Reitmans annonce pour les neuf mois terminés le 2 novembre 1991 des ventes de 207,5 millions, comparativement à 211,8 millions lors de l'exercice précédent. Le bénéfice net de la période atteint 6,6 millions, ou 71 cents par action, par rapport à 7,1 millions, ou 76 cents par action lors de l'exercice précédent. Au cours de la période, la société a ouvert neuf magasins et en a fermé neuf autres. Reitmans exploite 597 magasins en tout.

INTERDICTION DE LA CVMQ

■ Le directeur du contentieux de la Commission des valeurs mobilières du Québec interdit à la Société de recherche et développement en Supra-Structures Dentaires, Louis Marchand, Robert Turcotte et Bertrand Lussier ainsi qu'aux dirigeants, salariés et mandataires de la société ou des personnes mentionnées toute activité en vue d'effectuer une opération sur valeurs. Ceux-ci se voient également interdire d'agir comme courtier ou représentant d'un tel courtier. La société tente d'obtenir cinq millions en offrant ses parts à raison d'un minimum de parts de 100 dollars chacune. Le placement s'effectue sans qu'un prospectus n'ait été visé par la CVMQ. En outre, MM. Lussier, Marchand et Turcotte ne sont pas inscrits à titre de courtier ou de représentant de courtier inscrit.

SICO A UN NOUVEAU PRÉSIDENT

■ Gilles C. Beauchamp a été nommé président et chef de la direction de Sico, le fabricant de peinture de Longueuil. M. Beauchamp occupait auparavant le poste de vice-président principal au développement corporatif de l'entreprise. L'ancien président de la compagnie, Ed Prévost, avait démissionné récemment.

ULTRAMAR A VENDU DEUX NAVIRES

■ La compagnie pétrolière britannique Ultramar PLC a communiqué à Londres sa vente de deux bateaux minéraliers de sa flotte pour la somme de 49,6 millions US. Le nom de l'acquéreur n'a pas été divulgué immédiatement. Les navires en question, à savoir le *Badek* et le *Nilam*, ont été construits en Espagne en 1985. Un acompte de 10 p. cent du prix convenu a été versé et les bateaux seront livrés au cours des deux prochains mois, a ajouté un porte-parole.

REPLI DE LA PRODUCTION DU PAPIER JOURNAL

■ La production de papier journal au pays a été de 706 000 tonnes en octobre, soit 0,6 p. cent de moins que les 711 000 tonnes sorties d'usine en octobre 1990, signale l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers. Au cours des dix premiers mois de 1991, la production des usines canadiennes de papier journal a baissé de 2,1 p. cent à 7 523 000 tonnes comparativement à 7 688 000 tonnes l'an dernier.

NEUF MOIS DE PROGRÈS POUR PREMIER CHOIX

■ Premier Choix: TVEC Inc, la société de télédiffusion qui exploite les réseaux Super Écran et Canal Famille, publie pour neuf mois d'activités un bénéfice de 2,1 millions, soit 63 cents l'action, qui constitue une augmentation de 25 p. cent sur les profits de 1,65 million, ou 50 cents l'action, réalisés l'an dernier durant la même période. Les recettes ont également progressé de 14 p. cent en passant de 18,2 millions à 20,8 millions, et ce alors que les frais d'exploitation ne progressaient que de dix p. cent, souligne la compagnie membre du Groupe Astral.

ENCORE PLUS POUR NOËL

FINANCEMENT SUR 48 MOIS... TOUTE LA DIFFÉRENCE.

3,9%

Jusqu'à
48 mois

ESCORT

3,9%

ou

1 250\$

de remise*

À PARTIR DE 10 145\$**

TEMPO
TOPAZ

6,9%

ou

1 250\$

de remise*

À PARTIR DE 9 745\$**

AEROSTAR
AEROSPORT

5,9%

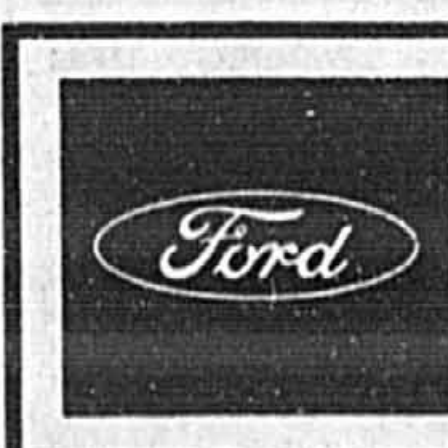
ou

1 500\$

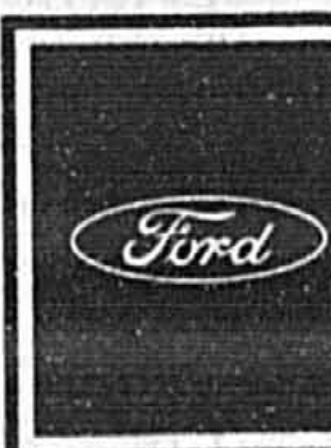
de remise*

À PARTIR DE 15 995\$**

TAUX D'INTÉRÊT ET REMISES EN ARGENT DISPONIBLES À L'ACHAT DE PLUSIEURS AUTRES MODÈLES. VOYEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE POUR OBTENIR TOUTS LES DÉTAILS.



FORD



MERCURY
LINCOLN

CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES
FORD ET MERCURY DU QUÉBEC

* Les clients qui choisissent le financement au lieu de la remise en argent sont éligibles au financement jusqu'à 48 mois au taux de 3,9% à l'achat d'une Escort, 5,9% à l'achat d'un Aerostar ainsi que de 6,9% à l'achat d'une Tempo ou d'une Topaz. Cette offre, d'une durée limitée, s'applique aux modèles de 1992 et d'années précédentes en inventaire chez le concessionnaire. Sujet à l'approbation du crédit. ** Les prix à détail de 10 145 \$, 9 745 \$ et 15 995 \$ incluent la remise en argent. La TPS, la TVP, les frais de transport et autres taxes applicables sont en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.